Le logement social

Par Alain GIBAUD
Conseiller municipal délégué à la Valorisation du Patrimoine

1944, Tréviésois devant les HBM, rue des Écoles

HLM le Pic Saint-Loup, années 70

Le problème du manque de logements auquel sont confrontées depuis plusieurs années la plupart de nos communes n'est pas un phénomène nouveau.
Dès 1925, pour tenter de retenir les habitants emportés par la vague de l'exode à la ville, la commune projette la construction de plusieurs « Habitations Bon Marché » (HBM). Elle envisage à cette fin l'acquisition de terrains, sur la gauche en montant, au bas de l'actuelle rue des Écoles.
En 1930, considérant « que c'est faire œuvre sociale que de procurer aux familles nombreuses, peu fortunées, des logements sains et aérés et de combattre ainsi la tuberculose et (toujours plus présent) l'exode à la ville », la municipalité s'adresse à l'Office Public Départemental de l'Hérault des Habitations Bon Marché qui propose de prendre à sa charge la construction de 4 maisons si la commune cède en contrepartie un terrain « bien situé et hygiénique » au prix d'un franc le m².
La municipalité va donc acquérir une parcelle, toujours située au bas de l'actuelle rue des Écoles mais sur la droite en montant, dans un secteur vierge de toute habitation dénommé « le Grand Champ et les Claus », où les quatre habitations vont être bâties. Les premiers résidents qui s'y installent en 1933 découvrent avec émerveillement des maisons de 90 m² sur deux niveaux, avec jardin, garage et surtout sanitaires (une révolution à l'époque !) branchés sur le tout-à-l'égout (autre révolution) qui vient tout juste d'être aménagé dans la rue. Ces maisons, devenues vétustes, seront détruites en 2015, faisant place à la « Résidence Garde Champêtre ».
1949, projet d'acquisition d'un terrain sur l'actuelle rue des Avants pour des HBM, sans suite.
1957, face à la grande pénurie de logements, projet de construction d'une nouvelle caserne de gendarmerie et de 6 « Habitations à Loyer Modéré » (HLM, terme créé en 1950). Sans suite également.
1964, acquisition par la commune de terrains « idéalement situés » où sera bâti un important groupe d'habitations et dont la première pierre est posée le 10 juin 1967. En 1969, les premiers locataires prennent possession des appartements de cet ensemble de 42 logements baptisé HLM « Le Pic Saint-Loup », appartements où l'on retrouve toute la modernité de l'époque. Mais dans lesquels, petit détail architectural, les toilettes donnent directement sur la salle à manger, proximité amusante qui d'après ce que l'on m'a rapporté avait donné lieu aux sarcasmes de certains habitants du village du haut toujours prompts à se moquer du voisin tréviésois ! Ce qui est certain, c'est que l'étonnement est général. Imaginez, voir un grand ensemble de style contemporain de quatre étages (cela n'existait qu'à Montpellier) se dresser, isolé au milieu des vignes, sur une position élevée, dominant de sa masse le vieux village de Tréviers : le contraste était saisissant.
1973 voit sortir de terre les HLM « Le Montferrand ». Des HLM dont l'architecte, pour l'anecdote, va être destinataire d'une lettre salée de la part du Maire de l'époque, Gérard Saumade. Celui-ci fustige en effet la présence sur le toit du bâtiment d'énormes tuyaux peints en jaune pétard (une esquisse du Centre Pompidou ?), ce qui suscite « l'indignation générale, certains administrés voulant prendre l'immeuble en photo et envoyer le tout à l'émission télé « Enlaidissement de la France » (sans doute était-il question de la célèbre émission « La France défigurée » ?). Le toit sera revu, les tuyaux peints en gris clair, et tout rentrera dans l'ordre.
Au cours des années suivantes, la municipalité va continuer de mener une politique de logements locatifs sociaux, « les prix de l'immobilier relativement élevés empêchant de plus en plus toute une catégorie de personnes d'accéder à la construction individuelle ». Il y aura « L'Hortus », « Le Terrieu », « Le Belvédère », « Les Arènes » et d'autres. Cette rapide poussée d'immeubles lors des années 70 à 90 qui, il faut l'avouer avec le recul, n'a pas toujours été une réussite, va rendre nombre d'administrés quelque peu nostalgiques du village agricole d'autrefois. N'oublions pas toutefois que c'est grâce à la présence de ces logements sociaux, plus de 320 aujourd'hui, que des centaines de natifs de la commune, jeunes ou anciens, ont pu continuer à vivre au pays… et éviter l'exode vers un ailleurs. ■